



La responsabilité du fait des produits défectueux

Outre le régime général de la responsabilité du fait des choses, il existe des régimes spéciaux d'indemnisation du fait de certaines choses. Tel est le cas lorsqu'un dommage est causé par un **produit défectueux**, ou quand un **VTAM** est impliqué dans l'accident. Dans ces deux hypothèses, des lois spéciales sont d'application exclusive.



La responsabilité du fait des produits défectueux

Le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux est envisagé par les **articles 1245 et suivants du code civil**. Une personne sera responsable sur ce fondement si quatre conditions sont réunies : il doit d'abord exister un **produit** (1), qui doit être **défectueux** (2) et avoir été **mis en circulation** (3). La dernière condition tient à la détermination du **responsable** (4).

Précision pour le dommage : il peut s'agir d'un dommage causé aux biens comme aux personnes (**article 1245-1 du code civil**). Toutefois, est exclue du domaine de la loi la réparation du dommage causé au produit défectueux lui-même : la réparation de ce dommage relèvera du droit commun de la responsabilité.

1

Un produit

La notion de produit est largement définie par l'**article 1245-2 du Code civil** : il peut s'agir de tout bien **meuble**, y compris s'il est incorporé dans un immeuble. Seuls les immeubles sont exclus du champ d'application de la loi.



2

Un produit défectueux



Le produit doit présenter un **défaut de sécurité**. L'**article 1245-3** dispose en effet qu'un produit est défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Au-delà des cas qui posent peu de difficultés (ex : une bouteille qui explose alors que je la manipulais normalement) deux éléments d'appréciation peuvent être pris en compte :

- La présentation du produit : la défectuosité peut résulter de l'absence ou de l'insuffisance de **mises en garde** s'agissant de la dangerosité du produit.
- L'usage qui peut être raisonnablement attendu du produit : la défectuosité peut résulter de la **dangerosité anormale** du produit. Ainsi, si ses effets sont gravement nocifs et excessifs par rapport au bénéfice attendu, on peut considérer que le produit est défectueux (ex : j'utilise un médicament contre les maux de tête : je peux raisonnablement m'attendre à ce qu'il y ait un risque d'effets secondaires. Toutefois, si le risque d'effet secondaire est très élevé et que ces derniers sont excessivement plus graves que les maux de tête en question, le médicament peut être considéré comme défectueux).

3

Un produit mis en circulation



Le produit doit avoir été **mis en circulation**. Tel est le cas, selon l'**article 1245-4**, lorsque le producteur s'en est "dessaisi volontairement", autrement dit quand le produit est sorti du processus de fabrication. Cette condition ne pose généralement pas de difficultés et sera vérifiée toutes les fois où le produit a été acheté et donc commercialisé.

4

Détermination du responsable

L'article 1245 indique que c'est le **producteur** qui est responsable des dommages causés. S'il est non identifié, c'est le vendeur, le loueur ou le fournisseur qui sera considéré comme responsable (**article 1245-6**).

Le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux est applicable, que le responsable soit lié ou non par un contrat avec la victime.

